

## RÉSUMÉ

### de l'Opinion "Recherche and innovation comme sources de croissance renouvelée" – COM(2014) 339 final

La Chambre des députés soutient la position exprimée par le Ministère de l'Education Nationale qui considère que la Roumanie:

- A utilisé pleinement les ressources mises à la disposition par les fonds structurels, surtout ceux d'investissements dans l'infrastructure. On a créé de nouvelles facilités de recherche, distribuées dans la majorité des centres universitaires et on a investi dans la formation des scientifiques, dans le développement des programmes doctorales et postdoctorales;
- Utilise un système d'évaluation internationale des propositions de projets de recherche et se propose d'utiliser le financement de certaines priorités dans le système *top-down*, par l'identification des demandes du milieu économique ;
- Tient compte de l'objectif national de financement assumé pour 2020, respectivement, d'allouer 2% du produit intérieur brut, pour la recherche, développement et innovation, sous forme de 1% du budget publique et 1% provenant de l'environnement économique, prenant aussi en considération les dépenses des entreprises multinationales étrangères qui déploient leur activité sur le territoire national;
- Souhaite que le problème du brevet soit résolu, par la création du brevet européen unitaire.

#### **La Chambre des députés informe qu'en Roumanie :**

- Il y a une Stratégie nationale de Recherche, Développement et Innovation (RDI) pour 2014 – 2020, qui est mise en œuvre par une série de programmes gouvernementaux et par quelques politiques publiques connexes;
- La stratégie et ses instruments principaux ont introduit des transformations importantes dans le système roumain de recherche et innovation; la qualité et la quantité des publications scientifiques ont accru et l'évaluation des projets RDI a connu une participation

internationale significative, de sorte qu'à présent la recherche roumaine est mieux connectée à la recherche internationale;

- D'après les standards internationaux et aussi d'après les besoins internes, le nombre des chercheurs scientifiques n'est pas suffisant à présent; il n'y a pas la masse critique de ressources humaines nécessaires pour développer des domaines importants pour le futur et pour la recherche interdisciplinaire; le nombre de scientifiques du milieu d'affaires continue à décroître et les grandes sociétés qui ont des branches en Roumanie se montrent réticentes à l'idée de développer des centres de recherche locaux et d'encadrer les activités spécifiques en tant qu'activités de recherche-développement;
- Le secteur national de recherche et d'innovation est sous-dimensionné à cause du financement réduit (dans chiffres absolues, la Roumanie dépense, *per capita*, pour la recherche et développement, d'environ 20 fois en dessous de la moyenne européenne); d'autre part, il y a une petite demande pour la recherche et l'innovation, ce domaine n'étant pas suffisamment stimulé et aussi, ne stimulant pas d'autres secteurs économiques; le secteur recherche-innovation s'avère insuffisamment connecté au milieu d'affaires et au grand public;

La Chambre des députés considère que pour la relance du secteur de la recherche et d'innovation en Roumanie, on doit regarder le système d'éducation en tant que vecteur principal de stimulation de ce domaine. Il est aussi important de soutenir l'éducation professionnelle continue (l'éducation vocationnelle), y compris par des programmes européens et par des échanges entre les États membres.

La Chambre des députés constate que la provocation majeure pour la Roumanie est le niveau réduit de la compétitivité de l'économie qui se caractérise par la prévalence des secteurs de technologies de niveau moyen et inférieur et, de même, par une culture d'innovation et une demande pour recherche qui sont insuffisamment développées.

La Chambre des députés soutient cette initiative et rejoint la position exprimée par d'autres pays membres de l'Union européenne qui ont sollicité d'informations supplémentaires concernant les mécanismes européens de support financier pour les politiques qui ont été proposées dans ce domaine.